

JOURNAL OFFICIEL

La présente édition
ne contient pas
les publications
contenant des données
personnelles protégées.
Dès lors, seule
la version officielle
sur papier fait foi.

JAA CH - 2900 Porrentruy - Poste CH SA – 46^e année – N° 40 – Jeudi 7 novembre 2024

Impressum – Le « Journal officiel de la République et Canton du Jura » paraît chaque semaine, le jeudi. Terme de la remise des publications: le lundi à 12h. Ce délai peut être avancé si la date de parution est jour férié. Abonnement: 70 francs par an. Vente au numéro: Fr. 1.80. Rédacteur: Chancellerie d'Etat de la République et Canton du Jura, Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont. Editeur: Centre d'impression Le Pays SA, Allée des Soupirs 2, Case postale 1116, 2900 Porrentruy, tél. 032 465 89 39, fax 032 466 51 04. Compte

de chèques postaux 15-336644-4. Tarif des insertions: Fr. 1.55 le mm, sur deux colonnes à la page (une colonne: 85 mm de large). Une publication ne peut être retirée que par une personne compétente; si la composition est terminée, elle est facturée. Les ordres de retrait ne peuvent être donnés que jusqu'au mardi, à 8h30. **Adresse postale pour l'envoi des publications:** Journal officiel de la République et Canton du Jura, c/o Centre d'impression Le Pays, CP 1116, 2900 Porrentruy 1. **Courriel:** journalo officiel@lepays.ch

Publications des autorités cantonales

République et Canton du Jura

Ordre du jour de la session du Parlement mercredi 20 novembre 2024, à 8h30, à l'Hôtel du Parlement à Delémont

1. Communications
2. Election d'un-e remplaçant-e de la commission de l'environnement et de l'équipement
3. Election d'un-e remplaçant-e de la commission de la santé et des affaires sociales
4. Promesse solennelle d'un nouveau membre des autorités judiciaires
5. Questions orales
6. Rapport 2024 de la Section jurassienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
7. Motion interne N° 157
Un plan égalité au Parlement jurassien.
Leïla Hanini (PS)

Présidence du Gouvernement

8. Motion N° 1501
I.A. cas! Gauthier Corbat (Le Centre)

Délégation aux affaires jurassiennes

9. Modification de la législation portant sur la création du district de Moutier et la mise en place d'un guichet unique
 - 9.1 Loi portant modification des actes législatifs liés à la création du district de Moutier
(première lecture)

Aux utilisateurs du GéoPortail du Canton du Jura

Présentation en ligne des fonctionnalités
et des données principales le

jeudi 14 novembre 2024, de 9h00 à 11h30

Pour plus d'informations: www.jura.ch/sdt

9.2 Modification de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (LOGA) (première lecture)

Département des finances

10. Modification de la loi sur le personnel de l'Etat (dispositions transitoires afin de définir les modalités encadrant la reprise du personnel de Moutier)
(deuxième lecture)
11. Modification de la Constitution de la République et Canton du Jura (introduction de dispositions transitoires concernant le frein à l'endettement)
(première lecture)

Département de l'économie et de la santé

12. Motion N° 1502
Création d'une unité pour la prise en charge ambulatoire des personnes souffrant de troubles du comportement alimentaire (TCA). Anita Kradolfer (VERTE-S)
13. Motion N° 1504
Intégrer la notion de changement climatique dans la loi sanitaire. Sonia Burri-Schmassmann (VERTE-S)
14. Question écrite N° 3656
Et si les médecins pouvaient aussi (re)vendre des médicaments? Nicolas Maître (PS)
15. Question écrite N° 3660
Une augmentation record des primes de caisse maladie dans le Jura!? Rémy Meury (CS-POP)

Département de la formation, de la culture et des sports

16. Question écrite N° 3655
Surveillance des apprentissages.
Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI)
17. Question écrite N° 3657
Conditions des apprenti-e-s: quelle situation et quelles actions au niveau cantonal?
Gaëlle Frossard (PS)
18. Question écrite N° 3659
Etat des lieux des effectifs de classe dans les écoles du secondaire II. Francine Stettler (UDC)

Dernier délai pour la remise des publications:

jusqu'au lundi 12 heures

19. Question écrite N° 3663
Tour de Romandie ou Tour de l'Ouest
de la Romandie? Vincent Wermeille (PCSI)

Département de l'environnement

20. Motion N° 1500
Plastique d'origine textile - Une pollution tenace
longtemps ignorée.
Sonia Burri-Schmassmann (VERTE-S)
21. Interpellation N° 1028
Site de la Gruère: pour un meilleur accueil
des visiteurs. Vincent Wermeille (PCSI)
22. Interpellation N° 1029
Stratégie immobilière cantonale, un outil attendu.
Katia Lehmann (PS)
23. Question écrite N° 3662
Riverains exaspérés, dangers pour les enfants et déve-
loppement économique: quelle gestion des priorités
pour la route cantonale qui traverse Glovelier?
Loïc Dobler (PS)

Département de l'intérieur

24. Motion N° 1503
Carte de paiement pour les demandeurs d'asile.
Alain Koller (UDC)
25. Interpellation N° 1030
Création d'une association pour centraliser les
inscriptions dans les crèches. Didier Spies (UDC)
26. Question écrite N° 3658
Que faire des corbeaux de la République et Canton
du Jura? Christophe Schaffter (CS-POP)
27. Question écrite N° 3661
Service des ressources humaines: pour quelles
raisons doubler le travail? Blaise Schüll (PCSI)

Delémont, le 31 octobre 2024

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

République et Canton du Jura

Procès-verbal N° 76 de la séance du Parlement du mercredi 30 octobre 2024

Lieu: Hôtel du Parlement à Delémont

Présidence: Pauline Godat (VERTE-S), présidente

Scrutateurs: Jacques-André Aubry (Le Centre), Gaëlle Frossard (PS), Ivan Godat (VERTE-S) et Blaise Schüll (PCSI)

Secrétariat: Fabien Kohler, secrétaire général du Parlement

Excusés: Géraldine Beuchat (PCSI), Serge Beuret (Le Centre), Loïc Dobler (PS), Nicolas Girard (PS), Emilie Guillaume (PVL), Vincent Hennin (PCSI), Michel Périat (PLR), Christophe Schaffter (CS-POP), Alain Schweingruber (PLR), Stéphane Theurillat (Le Centre) et Thomas Vuillaume (PLR)

Suppléants: Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI), Madeleine Juillard Schaller (Le Centre), Valérie Bourquin (PS), Sarah Gerster (PS), Ismaël Vuillaume (PVL), Sophie Guenot (PCSI), Aline Nicoulin (PLR), Liza Crétin-Schumacher (CS-POP), Stéphane Brosy (PLR), Gérard Bonvallat (Le Centre) et Sandra Nobs (PLR)

La séance est ouverte à 8 h 30 en présence de 60 députés et de l'observateur de Moutier.

1. Communications

2. Promesse solennelle d'un-e suppléant-e

Sandra Nobs (PLR) fait la promesse solennelle.

3. Election d'un-e remplaçant-e de la commission de gestion et des finances

Thomas Vuillaume (PLR) est élu tacitement remplaçant de la commission de gestion et des finances.

4. Election d'un-e membre de la commission spéciale mixte pour l'accueil de la commune municipale de Moutier

Irène Donzé (PLR) est élue tacitement membre de la commission spéciale mixte pour l'accueil de la commune municipale de Moutier.

5. Questions orales

- Valérie Bourquin (PS): Cahier des charges du nouveau chef du Service de la santé publique et réorganisation du service (satisfaite)
- Philippe Bassin (VERTE-S): Développement économique et perte de terres agricoles (partiellement satisfait)
- Vincent Wermeille (PCSI): Situation de l'agriculture au 30 octobre (la question ne portant pas sur un thème précis, le Gouvernement ne répond pas)
- Romain Schaer (UDC): Commandant de la Police cantonale, sa présence au Parlement? (non satisfait)
- Marcel Meyer (Le Centre): Entrée en vigueur de la modification de la loi sur la construction et l'entretien des routes (LCER), quid des subventions aux communes? (non satisfait)
- Nicolas Maître (PS): Fermeture des guichets de la gare de Delémont le dimanche (partiellement satisfait)
- Sophie Guenot (PCSI): Auto-approvisionnement alimentaire (satisfaite)
- Alain Koller (UDC): Langue bleue, remboursement du vaccin et du traitement par la caisse des épizooties? (partiellement satisfait)
- Mathieu Cerf (Le Centre): Sécurité aux abords de la patinoire de Porrentruy (partiellement satisfait)
- Pierre-André Comte (PS): Soutien fédéral à l'école française de Berne (satisfait)
- Ismaël Vuillaume (PVL): Réflexions afin de diminuer les tâches administratives des agriculteurs? (satisfait)
- Yves Gigon (UDC): Durcissement de la position de l'Office fédéral des transports dans l'application des critères de financement des transports publics et implication des communes (partiellement satisfait)

6. Election du-de la procureur-e général-e

Résultat du scrutin:

- Bulletins délivrés: 60
- Bulletins rentrés: 60
- Bulletins blancs: 11
- Bulletins nuls: 2
- Bulletins valables: 47
- Majorité absolue: 24

M^{me} Frédérique Comte est élue par 47 voix.

7. Election d'un-e procureur-e au Ministère public

Résultat du scrutin:

- Bulletins délivrés: 60
- Bulletins rentrés: 60
- Bulletins blancs: 0
- Bulletins nuls: 1
- Bulletins valables: 59
- Majorité absolue: 30

M^{me} Marine Neukomm est élue par 50 voix; M^{me} Cécilia Siegrist obtient 6 voix, M^{me} Marie-Charlotte Rolli obtient 2 voix et M^{me} Laure Habersaat obtient 1 voix.

8. Election d'un-e juge suppléant-e au Tribunal de première instance

Résultat du scrutin :

- Bulletins délivrés: 60
- Bulletins rentrés: 60
- Bulletins blancs: 7
- Bulletins nuls: 1
- Bulletins valables: 52
- Majorité absolue: 27

M. Georges Alain Schaller est élu par 52 voix.

Présidence du Gouvernement

9. Question écrite N° 3652

Des mises au concours surprenantes, à plus d'un titre. Rémy Meury (CS-POP)

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

Département de la formation, de la culture et des sports

10. Question écrite N° 3645

Directions d'écoles: de l'autonomisation à l'absorption? Katia Lehmann (PS)

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

11. Question écrite N° 3646

Où sont les soutiens aux brevets fédéraux? Francine Stettler (UDC)

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

12. Question écrite N° 3651

Création d'un pôle de formation à Moutier: quelques précisions svp. Irène Donzé (PLR)

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

Département de l'environnement

13. Modification de la loi sur les déchets et les sites pollués (LDSP) (deuxième lecture)

Au vote final, en deuxième lecture, la modification de la loi est acceptée par 48 députés.

14. Interpellation N° 1024

Stratégie de la Poste: quelle action gouvernementale? Raphaël Ciochi (PS)

Développement par l'auteur.

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et demande l'ouverture de la discussion, ce que plus de douze députés acceptent.

15. Question écrite N° 3644

Faut-il passer La Roche par le tunnel? Amélie Brahier (Le Centre)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

16. Question écrite N° 3648

Horaire CFF 2026: point sur les modifications annoncées et leurs incidences. Vincent Hennin (PCSI)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position par Véronique Gue-not (PCSI).

Département de l'intérieur

17. Question écrite N° 3642

Avant de construire une nouvelle prison... Ivan Godat (VERT-E-S)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

18. Question écrite N° 3643

Quand un chancelier peut en cacher un autre. Ivan Godat (VERT-E-S)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

19. Question écrite N° 3654

Combien de criminels seront encore indemnisés? Jean Froidevaux (PCSI)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département des finances

20. Modification de la loi sur le personnel de l'Etat (dispositions transitoires afin de définir les modalités encadrant la reprise du personnel de Moutier) (première lecture)

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Article 98b, alinéa 4:

Gouvernement et majorité de la commission:

⁴ Les années pendant lesquelles l'employé a été au service du canton de Berne de manière ininterrompue avant son engagement sont réputées années de service.

Minorité de la commission:

(Pas d'alinéa 4.)

Au vote, la proposition du Gouvernement et de la majorité de la commission est acceptée par 50 voix contre 9.

Article 98c, alinéas 2 à 5:

Gouvernement et majorité de la commission:

² L'employé a droit au maintien du traitement nominal précédemment perçu pour un même taux d'occupation.

³ On entend par traitement nominal précédemment perçu le traitement brut du mois précédant le transfert de la commune, y compris la part mensuelle du treizième salaire, en particulier le traitement de base, la composante individuelle, la progression individuelle et la progression générale. Il ne comprend en particulier pas:

- a) les indemnités spéciales ou supplémentaires;
- b) les allocations, telles que les allocations familiales, d'entretien, de fonction ou liées au marché de l'emploi;
- c) les primes;
- d) les contributions à la formation;
- e) les autres avantages.

⁴ Si le traitement initial fixé par l'autorité d'engagement est inférieur au traitement nominal précédemment perçu, une indemnité destinée à compenser la différence est versée. Son montant est arrêté par l'autorité d'engagement.

⁵ L'indemnité est réduite à mesure que le traitement de l'employé augmente en application de la législation jurassienne, en particulier en cas de progression dans les annuités ou en cas d'adaptation à la hausse du traitement au coût de la vie.

Minorité de la commission:

(Pas d'alinéas 2 à 5.)

Au vote, la proposition du Gouvernement et de la majorité de la commission est acceptée par 45 voix contre 9.

Tous les autres articles, ainsi que le titre et le préambule, sont acceptés sans discussion.

Au vote final, en première lecture, la modification de la loi est acceptée par 50 voix contre 9.

21. Interpellation N° 1025

Pompiers JU2020: un dossier qui prend l'eau?
Alain Koller (UDC)

Développement par l'auteur.

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et demande l'ouverture de la discussion, ce que plus de douze députés acceptent.

22. Interpellation N° 1026

Risque de pénurie d'employé-es en raison d'une concurrence malsaine entre les cantons?
Rémy Meury (CS-POP)

Développement par l'auteur.

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et demande l'ouverture de la discussion, ce que plus de douze députés acceptent.

23. Interpellation N° 1027

Réévaluation du patrimoine financier et administratif de l'Etat: quelle contribution à l'équilibre de la situation financière cantonale? **Raphaël Ciochi (PS)**

Développement par l'auteur.

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

24. Question écrite N° 3649

Ma BCJ - La banque des Jurassiennes et Jurassiens.
Jelica Aubry-Janketic (PS)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

25. Question écrite N° 3653

Une remise à jour nécessaire dans les procédures administratives! **Jean Froidevaux (PCSI)**

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de l'économie et de la santé**26. Interpellation N° 1023**

Quelle politique en matière de maintien à domicile dans le canton du Jura? **Gérard Bonvallat (Le Centre)**

Développement par l'auteur.

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

27. Question écrite N° 3647

Prendre son mal en patience pour l'octroi de mesures péda-go-thérapeutiques? **Brigitte Favre (UDC)**

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

28. Question écrite N° 3650

Liaisons dangereuses aux Franches-Montagnes.
Patrick Cerf (PS)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

29. Résolution N° 227

Soutien au peuple libanais
Vincent Eschmann (Le Centre)

Développement par l'auteur.

Au vote, la résolution N° 227 est acceptée par 55 députés.

Le procès-verbal N° 75 est accepté tacitement.

La séance est levée à 11 h 50.

Delémont, le 31 octobre 2024

Au nom du Parlement
 La présidente: Pauline Godat
 Le secrétaire général: Fabien Kohler

Vos publications peuvent être envoyées
 par courriel à l'adresse:

journalofficiel@lepays.ch

République et Canton du Jura

Loi**sur les déchets et les sites pollués
(Loi sur les déchets, LDSP)**

Modification du 30 octobre 2024 (deuxième lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête:

I.

La loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)¹⁾ est modifiée comme il suit:

Article 3, lettres d (nouvelle teneur) et **p** (nouvelle)

Art. 3 Au sens de la présente loi, on entend par:

(...)

d) « déchets urbains »:

- déchets produits par les ménages,
- déchets provenant d'entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions,
- déchets provenant d'administrations publiques et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions;

(...)

p) « économie circulaire » le principe d'organisation économique qui vise à réduire systématiquement la quantité de matières premières et d'énergie sur l'ensemble du cycle de vie d'un produit ou d'un service.

Article 4, titre marginal et alinéa 2 (nouvelle teneur)

² L'Etat et les communes encouragent le développement de l'économie circulaire.

Article 42, alinéa 5, lettre g (nouvelle)

⁵ Le fonds est utilisé pour financer:

(...)

g) totalement ou partiellement, la réalisation de projets de développement de l'économie circulaire.

Article 48, alinéa 1, lettre h (nouvelle)

Art. 48 ¹ L'Office de l'environnement assume notamment les tâches suivantes:

(...)

h) la mise en œuvre des objectifs cantonaux de développement de l'économie circulaire.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Au nom du Parlement

La présidente: Pauline Godat

Le secrétaire général: Fabien Kohler

1) RSJU 814.015

République et Canton du Jura

Loi**sur le personnel de l'Etat (LPer)**

Modification du 30 octobre 2024 (première lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête:

I.

La loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat (LPer)¹⁾ est modifiée comme il suit:

Articles 98a à 98i (nouveaux)

Art. 98a ¹ Les employés du canton de Berne au sens de la législation bernoise sur le personnel, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, ont le droit d'être engagés, sans mise au concours publique, au sein de l'Etat jurassien à la date du transfert de la commune de Moutier s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- a) ils ont été domiciliés à Moutier de manière ininterrompue entre le 28 mars 2021 et la veille de la date du transfert de la commune;
- b) ils ont été employés de manière ininterrompue par le canton de Berne entre le 28 mars 2021 et la veille de la date du transfert de la commune, soit dans une unité sise à Moutier, soit dans une unité qui y était sise le 28 mars 2021 mais qui a été réorganisée ou déplacée ultérieurement par le canton de Berne en raison du transfert de la commune;
- c) ils en expriment le souhait dans les délais et formes prévus.

² Cette garantie de reprise n'est pas applicable:

- a) aux procureurs;
- b) aux enseignants;
- c) aux employés dont le poste est transféré au sens de l'article 98f.

³ Le taux d'activité garanti au sein de l'Etat jurassien est celui existant avec le canton de Berne la veille de la date du transfert de la commune.

⁴ Le maintien dans un poste, une fonction ou une activité identique au sein de l'Etat jurassien n'est pas garanti. Il est tenu compte, dans la mesure des postes existants, des souhaits et du profil de la personne concernée ainsi que du poste occupé dans le canton de Berne. Il n'y a pas de garantie quant au lieu d'affectation.

⁵ Les employés au bénéfice d'un engagement de durée déterminée peuvent, s'ils remplissent les conditions mentionnées à l'alinéa premier, bénéficier des mêmes garanties jusqu'à la date d'échéance de leur engagement au sein du canton de Berne.

Art. 98b ¹ Dès son entrée en fonction, l'employé au bénéfice de la reprise est soumis au statut découlant de la législation jurassienne sur le personnel de l'Etat. L'autorité d'engagement est définie en application de l'article 16.

² La période probatoire au sens de l'article 20 n'est pas applicable.

³ Il n'existe aucune garantie particulière contre une cessation ultérieure des rapports de service ou une mutation décidée aux conditions de la présente loi.

⁴ Les années pendant lesquelles l'employé a été au service du canton de Berne de manière ininterrompue avant son engagement sont réputées années de service.

Art. 98c ¹ L'autorité d'engagement décide de la fonction attribuée à l'employé au bénéfice de la reprise et arrête son traitement initial conformément à la législation jurassienne.

² L'employé a droit au maintien du traitement nominal précédemment perçu pour un même taux d'occupation.

³ On entend par traitement nominal précédemment perçu le traitement brut du mois précédant le transfert de la commune, y compris la part mensuelle du treizième salaire, en particulier le traitement de base, la composante individuelle, la progression individuelle et la progression générale. Il ne comprend en particulier pas:

- a) les indemnités spéciales ou supplémentaires;
- b) les allocations, telles que les allocations familiales, d'entretien, de fonction ou liées au marché de l'emploi;
- c) les primes;

- d) les contributions à la formation;
- e) les autres avantages.

⁴ Si le traitement initial fixé par l'autorité d'engagement est inférieur au traitement nominal précédemment perçu, une indemnité destinée à compenser la différence est versée. Son montant est arrêté par l'autorité d'engagement.

⁵ L'indemnité est réduite à mesure que le traitement de l'employé augmente en application de la législation jurassienne, en particulier en cas de progression dans les annuités ou en cas d'adaptation à la hausse du traitement au coût de la vie.

Art. 98d ¹ Le Gouvernement est habilité à fixer un délai durant lequel les employés qui souhaitent bénéficier de la garantie de reprise mentionnée à l'article 98a doivent s'annoncer. Ce délai est publié dans le Journal officiel. Faute d'annonce dans le délai, la garantie de reprise n'est plus donnée.

² Les employés concernés donnent leur démission en temps utile auprès du canton de Berne.

³ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance ou dans un accord d'exécution conclu avec le Conseil-exécutif du canton de Berne en application du concordat entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant le transfert de la commune municipale de Moutier dans le canton du Jura²⁾ (ci-après: accord d'exécution), les modalités d'application de la reprise, en particulier pour les employés en incapacité de travail ou en formation.

Art. 98e ¹ Les employés du canton de Berne au sens de la législation bernoise sur le personnel, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, qui sont engagés par l'Etat jurassien avec une entrée en fonction convenue avant la date du transfert de la commune de Moutier, bénéficient des garanties offertes par les articles 98a à 98c s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- a) ils ont été domiciliés à Moutier de manière ininterrompue entre le 28 mars 2021 et leur engagement par l'Etat jurassien;
- b) ils ont été employés de manière ininterrompue par le canton de Berne entre le 28 mars 2021 et leur engagement par l'Etat jurassien, soit dans une unité sise à Moutier, soit dans une unité qui y était sise le 28 mars 2021 mais qui a été réorganisée ou déplacée ultérieurement par le canton de Berne en raison du transfert de la commune;
- c) ils en expriment le souhait dans le cadre d'une procédure de recrutement.

² L'article 98a, alinéa 2, s'applique.

³ La fonction, l'activité, le lieu d'affectation et le taux d'activité sont ceux du poste mis au concours.

⁴ L'article 98d, alinéas 2 et 3, s'applique.

Art. 98f ¹ Les employés du canton de Berne au sens de la législation bernoise sur le personnel, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, ont le droit d'être engagés, sans mise au concours publique, au sein de l'Etat jurassien à la date du transfert de la commune de Moutier s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- a) ils ont été employés jusqu'à la veille de la date du transfert de la commune, soit dans une unité sise à Moutier, soit dans une unité qui y était sise le 28 mars 2021 mais qui a été réorganisée ou déplacée ultérieurement par le canton de Berne en raison du transfert de la commune;
- b) leur poste de travail est transféré à l'Etat jurassien selon un accord d'exécution ou selon une liste définie par voie d'arrêté par le Gouvernement;
- c) ils en expriment le souhait dans les délais et formes prévus.

² Le taux d'activité garanti au sein de l'Etat jurassien est celui existant avec le canton de Berne la veille de la date du transfert de la commune.

³ L'affectation à un poste en grande partie identique au sein de l'Etat jurassien est garantie. Le maintien de la fonction, des attributions et des tâches précédemment exercées ainsi que du lieu d'affectation n'est toutefois pas garanti.

⁴ Les employés au bénéfice d'un engagement de durée déterminée ainsi que les apprentis et les stagiaires peuvent, s'ils remplissent les conditions mentionnées à l'alinéa premier, bénéficier des mêmes garanties jusqu'à la date d'échéance de leur engagement.

Art. 98g Les articles 98b et 98c s'appliquent.

Art. 98h ¹ Le Gouvernement est habilité à fixer, dans le cadre d'un accord d'exécution, une date de transfert des postes à l'Etat jurassien qui diffère de celle du transfert de la commune de Moutier. Le cas échéant, cette date est déterminante en lieu et place de la date du transfert de la commune de Moutier.

² Il règle, par voie d'ordonnance ou dans le cadre d'un accord d'exécution, les modalités d'application du transfert de poste, en particulier pour les employés en incapacité de travail ou en formation, ainsi que les modalités de transfert des données relatives aux employés.

Art. 98i ¹ Les employés de la commune de Moutier, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, ont le droit d'être engagés, sans mise au concours publique, au sein de l'Etat jurassien à la date du transfert de la commune de Moutier s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- ils ont été employés jusqu'à la veille de la date du transfert de la commune par la commune de Moutier;
- leur poste de travail est transféré à l'Etat jurassien selon un accord d'exécution, un accord entre la commune de Moutier et le Gouvernement ou une liste définie par voie d'arrêté par le Gouvernement;
- ils en expriment le souhait dans les délais et formes prévus.

² Les articles 98f, alinéas 2 à 4, 98g et 98h s'appliquent par analogie.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

1) RSJU 173.11
2) RSJU 102

République et Canton du Jura

Ordonnance concernant le guichet virtuel sécurisé (OGVS)

Modification du 29 octobre 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura arrête:

I.

L'ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé (OGVS)¹ est modifiée comme il suit:

Article 21, lettre i (nouvelle)

Art. 21 Ont l'obligation d'utiliser le guichet virtuel sécurisé: (...)

- les personnes souhaitant bénéficier d'une aide financière ponctuelle au sens du règlement du 11 mai 2021 concernant le fonds d'utilité publique², pour les deman-

des relatives à une telle aide dans le cadre d'un projet culturel.

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} décembre 2024.

Delémont, le 29 octobre 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 170.421
2) RSJU 935.521.1

République et Canton du Jura

Règlement concernant le fonds d'utilité publique

Modification du 29 octobre 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura arrête:

I.

Le règlement du 11 mai 2021 concernant le fonds d'utilité publique¹ est modifié comme il suit:

Article 5, alinéas 1 et 2, première phrase (nouvelle teneur)

Art. 5 ¹ Les requêtes sont adressées à l'unité administrative concernée, qui instruit le dossier à l'attention de l'autorité décisionnelle compétente.

² Elles contiennent en principe une description précise du projet, un budget détaillé et un plan de financement, une copie des statuts datés et signés, ainsi que les derniers comptes et bilans révisés et approuvés de l'organisation demanderesse. (...).

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} décembre 2024.

Delémont, le 29 octobre 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 935.521.1

Rectificatif de la publication parue dans le Journal officiel N° 39 du jeudi 31 octobre 2024: erreur de date de signature (incomitant à l'imprimerie).

République et Canton du Jura

Arrêté concernant la planification médico-sociale à l'horizon 2040

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 34, alinéa 4, de la loi sanitaire du 14 décembre 1990¹,

vu les articles 5 à 8 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique²,

vu le plan sanitaire adopté par le Parlement le 9 décembre 1998,

vu le rapport du Gouvernement relatif à la planification médico-sociale (PMS) à l'horizon 2040 du 17 septembre 2024 (en annexe),

arrête:

Article premier Le présent arrêté fixe la planification médico-sociale à l'horizon 2040 (ci-après: planification médico-sociale).

Art. 2 ¹ La planification médico-sociale est dite «roulante». Elle peut être ainsi modifiée en tout temps sur la base de nouveaux critères, indicateurs ou données statistiques pertinents.

² Le tableau ci-dessous donne les estimations chiffrées de la planification médico-sociale pour les personnes ayant 65 ans et plus:

Planification médico-sociale 2040		2020	2040 (yc. Moutier)
Prestations	Unité		
Etablissements de long séjour	Nb de lits	770	1168
Appartements protégés	Nb bénéficiaires de soins/an	97	271
	Nb heures de soins/an	21 321	76 329
Services d'aide et de soins à domicile	Nb heures de soins/an	217 666	346 043
	Nb heures d'aide/an	49 852	78 914
Livraison de repas	Nb repas/an	82 553	130 171
Centres de jour	Nb journées/an	8148	16 589
Accueil temporaire (courts séjours)	Nb journées/an	1108	1749

Art. 3 La planification médico-sociale peut être revue en fonction d’une évaluation intermédiaire qui sera établie à fin 2030, notamment du point de vue de ses effets financiers.

Art. 4 La description du modèle de planification utilisé au sens des articles 6 et 7 de la loi sur l’organisation gérontologique est consultable auprès du Service de la santé publique.

Art. 5 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Delémont, le 8 octobre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître
1) RS 832.10
2) RSJU 810.41

Annexe

Rapport du Gouvernement relatif à la planification médico-sociale (PMS) à l’horizon 2040 du 17 septembre 2024 consultable à l’adresse suivante: www.jura.ch/pms2040

République et Canton du Jura

**Arrêté
relatif à la réserve naturelle de La Gruère
et à la zone de protection paysagère adjacente
du 8 octobre 2024**

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu les articles 18a, alinéa 2, et 23c, alinéa 2, de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage¹⁾, vu les articles 3, alinéa 1, et 5 de l’ordonnance fédérale du 21 janvier 1991 sur la protection des hauts-marais et des marais de transition d’importance nationale²⁾, vu les articles 3, alinéa 1, et 5 de l’ordonnance fédérale du 7 septembre 1994 sur les bas-marais d’importance nationale³⁾, vu les articles 3, alinéa 1, et 5 de l’ordonnance fédérale du 1^{er} mai 1996 sur la protection des sites marécageux d’une beauté particulière et d’importance nationale⁴⁾, vu les articles 5, alinéa 1, et 8 de l’ordonnance fédérale du 15 juin 2001 sur la protection des sites de reproduction de batraciens d’importance nationale⁵⁾,

vu l’article 19 de l’ordonnance du DETEC du 24 novembre 1994 sur les aéronefs de catégories spéciales⁶⁾, vu les articles 29, alinéa 2, et 59 de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts⁷⁾, vu les articles 13 et 14 de la loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage⁸⁾, vu l’article 3 de l’ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature⁹⁾, vu l’article 81 de la loi du 9 novembre 1978 sur l’introduction du Code civil suisse¹⁰⁾, vu l’article 5 de la loi du 9 novembre 1978 sur l’introduction du Code pénal suisse¹¹⁾, arrête:

CHAPITRE PREMIER: Mise sous protection, limites et planification
Article premier ¹ La réserve naturelle de La Gruère est placée sous la protection de l’Etat.

² Elle est formée de l’étang de La Gruère, des biotopes marécageux environnants (hauts-marais d’importance nationale portant la référence HM N° 2, bas-marais d’importance nationale portant la référence BM N° 1309) et de leurs zones-tampon. Les feuillets suivants du registre foncier sont concernés:

- Saignelégier-Saignelégier 1 (part.), 541 (part.), 597 (part.), 604 (part.), 645 (part.), 646, 648 (part.), 731.
Le Bémont 171, 172 (part.).
Montfaucon-Montfaucon 3 (part.), 318 (part.).

³ Elle comprend les deux zones de protection suivantes:
a) une zone de protection intégrale (zone A) correspondant aux biotopes marécageux;
b) une zone à activités limitées (zone B) correspondant en partie aux biotopes marécageux ainsi qu’à leurs zones-tampon.

Art. 2 Le solde du site marécageux d’importance nationale portant la référence SM N° 7 constitue une zone de protection paysagère, désignée en tant que zone C. Les feuillets suivants du registre foncier sont concernés:

- Saignelégier-Saignelégier 1 (part.), 540, 541 (part.), 586 (part.), 597 (part.), 604 (part.), 640, 641 (part.), 647 (part.), 648 (part.), 650, 651, 653, 654, 659 (part.), 660 (part.), 671, 708, 721, 722, 733, 754, 761, 797 (part.), 818, 830, 832, 944, 1074, 1122 (part.).
Le Bémont 172 (part.), 335 (part.).
Montfaucon-Montfaucon 3 (part.), 318 (part.).

Art. 3 Les zones mentionnées aux articles premier et 2 sont reportées sur deux plans au 1:5000 annexés au présent arrêté dont ils font partie intégrante.
Art. 4 ¹ L’Etat élabore un plan de gestion de la réserve naturelle. Ce plan, qui définit les modalités de gestion, est déposé à l’Office de l’environnement.
² Il est adapté chaque fois que les circonstances l’exigent.

**CHAPITRE II: Réserve naturelle de La Gruère
Section 1: Buts de la mise en protection**

Art. 5 La mise sous protection poursuit les buts suivants:
a) protéger les biotopes marécageux (haut-marais, bas-marais) et leurs zones-tampon;
b) conserver et améliorer la qualité et la diversité des biotopes marécageux et de leurs zones-tampon;
c) faciliter la régénération des biotopes marécageux détériorés, dans les cas où cela s’avère nécessaire;

- d) pérenniser les communautés végétales et animales caractéristiques des biotopes marécageux;
- e) conserver les autres biotopes méritant protection, notamment le site de reproduction de batraciens d'importance nationale portant la référence IBN JU5701;
- f) conserver les éléments et structures caractéristiques du paysage lui conférant sa beauté particulière.

Section 2: Mesures de protection

Art. 6 Tous les actes contraires à la protection de la réserve naturelle sont interdits. En particulier, il est interdit:

- a) d'ériger des constructions et des installations, sous réserve de celles servant à assurer la protection de la réserve;
- b) de développer la desserte et de revêtir en dur les chemins existants;
- c) de modifier le terrain naturel par remblayage, excavation et extraction de matériaux et d'utiliser un broyeur;
- d) de détériorer la qualité des eaux ou de modifier le régime des eaux par drainage ou irrigation;
- e) de rénover ou d'entretenir les drainages existants;
- f) de déposer ou d'abandonner des matériaux ou déchets de tous genres;
- g) de circuler avec des véhicules à moteur en dehors des routes servant à la circulation publique et de les parquer en dehors des places prévues à cet effet;
- h) de pratiquer le vélo, la trottinette, l'équitation et le ski de fond dans la zone A et, dans la zone B, de pratiquer ces activités ainsi que la raquette à neige en dehors des chemins et des pistes;
- i) de sortir des sentiers et des aires de détente et d'accès à l'eau en zone A;
- j) de camper sous toutes ses formes, de dresser des tentes ou autres abris;
- k) d'allumer des feux et d'utiliser des réchauds;
- l) de se servir d'embarcations, telles que bateaux, radeaux, matelas pneumatiques, paddles, bouées;
- m) de se baigner, patiner, ainsi que de pêcher sur les plans d'eau autres que l'étang de La Gruère;
- n) de faire du bruit au moyen d'appareils ou d'instruments permettant de produire ou de diffuser des sons ou de la musique;
- o) d'utiliser des appareils téléguidés, notamment des modèles réduits d'aéronefs (avions, drones, etc.) ou de bateaux, sous réserve d'une autorisation exceptionnelle délivrée par l'Office de l'environnement;
- p) de perturber, nourrir, capturer, blesser ou tuer des animaux et de porter atteinte à leur habitat;
- q) d'introduire des animaux et des plantes;
- r) de laisser les chiens se déplacer librement; ceux-ci doivent être tenus en laisse;
- s) de cueillir, déterrer ou d'endommager des plantes ou de la mousse et de récolter des baies;
- t) de cueillir des champignons ou des lichens;
- u) de prélever de la tourbe;
- v) d'organiser des événements ou d'exercer des activités à caractère commercial; les événements à caractère sportif ou culturel, ainsi que ceux voués à l'éducation à l'environnement sont soumis à l'autorisation de l'Office de l'environnement.

Art. 7 L'exploitation agricole doit être adaptée aux buts visés par la protection des milieux. A cet effet, elle est limitée des manières suivantes:

- a) dans la zone A: l'exploitation agricole est interdite, sous réserve d'une convention passée avec l'Office de l'environnement;
- b) dans la zone B:
 1. le labour, l'épandage d'engrais et l'utilisation de produits phytosanitaires sont interdits, sous réserve

d'une convention contraire passée avec l'Office de l'environnement;

2. la charge en bétail doit être adaptée au potentiel fourrager local et au maintien de la végétation caractéristique.

Art. 8 La gestion forestière doit être adaptée aux buts visés par la protection et orientée vers la valorisation des biotopes marécageux. A cet effet, les prescriptions suivantes sont applicables:

- a) les surfaces marécageuses ouvertes ne doivent pas être envahies par le boisement; les boisements récents sont éclaircis au profit de la végétation marécageuse;
- b) aucune plantation ne doit être réalisée, hormis celles planifiées pour le maintien du pâturage boisé;
- c) en cas de travaux forestiers, les travaux de débarquages doivent être entrepris de manière à préserver le sol et les biotopes et le bois doit être entreposé à l'extérieur du périmètre de la réserve naturelle;
- d) dans la zone B, l'exploitation traditionnelle extensive des pâturages boisés doit être maintenue afin de garantir une structure de répartition des arbres équilibrée;
- e) les peuplements forestiers dont l'exploitation à vocation de production de bois est exclue sont classés comme «réserve forestière». Les propriétaires sont indemnisés conformément à la législation forestière.

Art. 9 Les éléments historico-culturels, tels que les étangs endigués, les vestiges du Moulin des Seignes, les creuses et murs témoignant de l'exploitation de la tourbe – pour autant que ces éléments n'entravent pas la régénération des marais – ainsi que les murs en pierres sèches et les bornes historiques sont conservés.

Art. 10 Lors de leur réfection ou de leur renouvellement, les lignes aériennes doivent être déplacées hors de la réserve naturelle ou mises sous terre hors des biotopes marécageux.

SECTION 3: Dispositions particulières

Art. 11 Les activités et dispositions légales suivantes sont réservées:

- a) les mesures et travaux d'entretien entrepris conformément aux buts de la mise sous protection ainsi qu'au plan de gestion et autorisés par l'Office de l'environnement;
- b) l'utilisation et l'entretien des constructions et des installations licites existantes sans changement d'affectation;
- c) la circulation liée à la gestion forestière, agricole et des milieux naturels;
- d) les mesures forestières exceptionnelles requises en cas de problème sanitaire;
- e) la législation concernant la chasse, la pêche ainsi que la protection du patrimoine archéologique et paléontologique.

Art. 12 ¹ La gestion, la surveillance et la signalisation de la réserve sont réglées par l'Office de l'environnement.

² Dans l'exécution de ces tâches, l'Office de l'environnement consulte la Commission de l'étang de La Gruère.

CHAPITRE III: Zone de protection paysagère

SECTION 1: But de la mise sous protection

Art. 13 L'instauration d'une zone de protection paysagère (zone C) poursuit les buts suivants:

- a) protéger le paysage contre les modifications qui portent atteinte au site marécageux;
- b) conserver les éléments et structures caractéristiques, notamment les biotopes, les éléments géomorphologiques, les éléments culturels ainsi que les constructions et structures traditionnelles de l'habitat;

c) encourager et maintenir une exploitation durable et typique de la zone.

SECTION 2: Mesures de protection

Art. 14 Les biotopes marécageux d'importance locale sont conservés dans leurs surfaces, qualité et diversité actuelles.

Art. 15 Les biotopes et éléments naturels ou semi-naturels, tels que les pâturages boisés, les prairies et pâturages extensifs secs, les haies et les arbres isolés sont conservés dans leur état et leur qualité actuels.

Art. 16 ¹ La conservation des espèces végétales et animales protégées en vertu de la législation sur la protection de la nature et du paysage ainsi que les espèces menacées et rares figurant dans les listes rouges doit être assurée.

² L'introduction d'animaux ou de plantes, y compris les reboisements autres que ceux nécessaires au maintien du pâturage boisé, est soumise à l'autorisation de l'Office de l'environnement.

Art. 17 Toutes les formes du relief, en particulier la forme générale caractéristique de la combe anticlinale allongée et érodée ainsi que les formes karstiques telles que dolines et crêts rocheux, sont protégées. L'ensemble des dolines existantes ou nouvellement créées est conservé.

Art. 18 Les éléments historico-culturels, tels que les vestiges du moulin de La Gruère, les bâtiments agricoles traditionnels, les murs en pierres sèches et les bornes historiques sont conservés.

Art. 19 La structure fine du relief est maintenue. Toute modification de terrain, telle que remblayage, excavation, extraction de matériaux et girobroyage est interdite.

Art. 20 ¹ Sont autorisés, dans la mesure où cela ne porte pas atteinte aux éléments caractéristiques du site :

- a) pour les constructions et installations licites existantes nécessaires aux activités agricoles ou sylvicoles et pour autant qu'elles soient conformes aux objectifs de protection: l'entretien, la transformation ou la reconstruction;
- b) pour les autres constructions et installations licites existantes: l'entretien et la rénovation, à l'exclusion de toute reconstruction.

² En dérogation à l'alinéa 1, lettre b, la reconstruction des bâtiments suivant est autorisée:

- a) le bâtiment N° 7 sis sur le feuillet N° 944 du ban de Saignelégier-Saignelégier;
- b) le bâtiment N° 1 sis sur le feuillet N° 653 du ban de Saignelégier-Saignelégier;
- c) les bâtiments N°s 1A, 1B et 1D sis sur le feuillet N° 1074 du ban de Saignelégier-Saignelégier;
- d) le bâtiment N° 1C sis sur le feuillet N° 654 du ban de Saignelégier-Saignelégier.

³ Dans la mesure où cela ne porte pas atteinte aux éléments caractéristiques du site, de nouvelles constructions ou installations peuvent être autorisées pour autant que leur affectation soit liée à l'agriculture, à la sylviculture, à la protection ou à la valorisation des biotopes et des témoins historico-culturels.

⁴ Les nouvelles constructions et installations, ainsi que l'entretien, la transformation, la rénovation et la reconstruction des constructions et installations licites existantes doivent s'intégrer au paysage et au bâti existant dans la forme, la taille et la couleur. Les constructions et installations doivent notamment être localisées à proximité de bâtiments existants. Leur implantation dans le terrain doit être respectueuse de la topographie et des éléments naturels ou construits existants.

Art. 21 ¹ Les chemins, routes et pistes actuels peuvent être entretenus et exploités dans le cadre usuel.

² Il est interdit de développer la desserte et de recouvrir les chemins existants d'un revêtement en dur.

Art. 22 Lors de leur réfection ou de leur renouvellement, les lignes aériennes doivent être déplacées hors de la zone de protection paysagère ou mises sous terre.

Art. 23 ¹ Afin de maintenir les formes d'exploitations agricoles caractéristiques du paysage comme les pâturages boisés, les prés et pâturages humides et secs, la proportion actuelle de surfaces extensives est conservée et si possible augmentée.

² L'exploitation agricole des pâturages secs et du bas-marais d'importance locale doit être adaptée aux buts visés par la protection des milieux. A cet effet, elle est limitée des manières suivantes:

- a) le labour, l'épandage d'engrais et l'utilisation de produits phytosanitaires sont interdits, sous réserve d'une convention contraire passée avec l'Office de l'environnement;
- b) la charge en bétail doit être adaptée au potentiel fourrager local et au maintien de la végétation caractéristique.

³ Les travaux influençant le régime hydrique tels que les captages, l'entretien ou le remplacement des drains existants susceptibles de porter atteinte aux buts visés par la protection, notamment l'approvisionnement en eau des biotopes marécageux, sont interdits. L'installation de nouveaux drains est interdite.

Art. 24 La gestion forestière est adaptée aux buts visés par la protection et orientée vers la valorisation du paysage. A cet effet, les prescriptions suivantes sont applicables:

- a) la structure et la diversité des pâturages boisés doivent être conservées;
- b) les surfaces marécageuses ouvertes ne doivent pas être envahies par le boisement;
- c) en cas de travaux forestiers, les travaux de débardage doivent être entrepris de manière à préserver les sols et les biotopes et le bois doit être entreposé hors des milieux sensibles.

Art. 25 L'exploitation touristique et l'utilisation du site à des fins récréatives doivent être conformes aux buts de protection de la nature et du paysage. A cet effet, il est interdit:

- a) de circuler au moyen de véhicules à moteur en dehors des routes publiques et de parquer ces véhicules hors des places prévues à cet effet;
- b) de pratiquer le vélo, la trottinette, l'équitation, le ski de fond et la raquette à neige hors des chemins et des pistes;
- c) de camper, sous toutes les formes, de dresser des tentes ou autres abris;
- d) d'organiser des événements ou d'exercer des activités à caractère commercial; les événements à caractère sportif, culturel ou voués à l'éducation à l'environnement sont soumis à l'autorisation de l'Office de l'environnement.

SECTION 3: Dispositions particulières

Art. 26 Les activités et dispositions légales suivantes sont réservées:

- a) les mesures et travaux d'entretien entrepris conformément aux buts de la mise sous protection ainsi qu'au plan de gestion et autorisés par l'Office de l'environnement;
- b) l'utilisation et l'entretien des constructions et des installations licites existantes sans changement d'affectation;
- c) les travaux autorisés en vertu de l'article 20;

- d) la circulation liée à la gestion forestière, agricole et des milieux naturels;
- e) les mesures forestières exceptionnelles requises en cas de problème sanitaire;
- f) la législation concernant la chasse, la pêche, la forêt ainsi que la protection du patrimoine archéologique et paléontologique;
- g) l'accès au moyen de véhicules à la parcelle N° 733 du ban de Saignelégier-Saignelégier.

Art. 27 La surveillance de la zone de protection paysagère est régie par l'Office de l'environnement.

CHAPITRE IV: Dispositions finales

Art. 28 Dans des cas dûment justifiés, l'Office de l'environnement peut octroyer des dérogations aux dispositions de protection.

Art. 29 La réalisation des installations et aménagements prévus par le Plan spécial cantonal «Etang de La Gruère» destinés à réaliser les mesures d'aménagement prévues par la fiche 3.23.2 du plan directeur cantonal, tels que cheminements, promenades, jetées et paravents d'observation, est réservée.

Art. 30 Les restrictions découlant du présent arrêté sont mentionnées sur les feuillets du registre foncier indiqués aux articles premier et 2.

Art. 31 Les contrevenants au présent arrêté sont passibles de la peine figurant à l'article 70 de la loi sur la protection de la nature et du paysage⁸⁾.

Art. 32 En cas d'atteinte illicite aux prescriptions du présent arrêté, l'Office de l'environnement ordonne le rétablissement de l'état conforme dans un délai convenable. En cas de non-exécution dans le délai fixé, l'Office de l'environnement est autorisé à faire exécuter les mesures nécessaires aux frais du contrevenant.

Art. 33 L'arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de La Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat est abrogé.

Art. 34 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Delémont, le 8 octobre 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

L'arrêté et les plans y relatifs peuvent être consultés à l'Office de l'environnement à Saint-Ursanne et sont accessibles en format électronique à l'adresse internet suivante: www.jura.ch/protection-marais

- 1) RS 451
- 2) RS 451.32
- 3) RS 451.33
- 4) RS 451.35
- 5) RS 451.34
- 6) RS 748.941
- 7) RSJU 921.11
- 8) RSJU 451
- 9) RSJU 451.11
- 10) RSJU 211.1
- 11) RSJU 311

République et Canton du Jura

Arrêté relatif à la réserve naturelle de Plain de Saigne du 8 octobre 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu les articles 18a, alinéa 2, et 23c, alinéa 2, de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage¹⁾,

vu les articles 3, alinéa 1, et 5 de l'ordonnance fédérale du 21 janvier 1991 sur la protection des hauts-marais et des marais de transition d'importance nationale²⁾,

vu les articles 3, alinéa 1, et 5 de l'ordonnance fédérale du 7 septembre 1994 sur les bas-marais d'importance nationale³⁾,

vu les articles 5, alinéa 1, et 8 de l'ordonnance fédérale du 15 juin 2001 sur la protection des sites de reproduction de batraciens d'importance nationale⁴⁾,

vu l'article 19 de l'ordonnance du DETEC du 24 novembre 1994 sur les aéronefs de catégories spéciale⁵⁾,

vu les articles 29, alinéa 2, et 59 de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts⁶⁾,

vu les articles 13 et 14 de la loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage⁷⁾,

vu l'article 3 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature⁸⁾,

vu l'article 81 de la loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code civil suisse⁹⁾,

vu l'article 5 de la loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse¹⁰⁾,

arrête:

CHAPITRE PREMIER: Mise sous protection, limites et planification

Article premier ¹ La réserve naturelle de Plain de Saigne sous la protection de l'Etat.

² Elle est formée de l'étang de Plain de Saigne, des biotopes marécageux environnants (hauts-marais d'importance nationale HM N° 6, bas-marais d'importance nationale portant la référence BM N° 1300) et de leurs zones-tampon. Les feuillets suivants du registre foncier sont concernés:

Montfaucon-Montfaucon 21 (part.), 100 (part.),
325 (part.), 331 (part.)

³ Elle comprend les deux zones suivantes:

- a) une zone de protection intégrale (zone A) correspondant aux biotopes marécageux;
- b) une zone à activités limitées (zone B) correspondant en partie aux biotopes marécageux ainsi qu'à leurs zones-tampon.

Art. 2 Les zones mentionnées à l'article premier sont reportées sur deux plans au 1:5000 annexés au présent arrêté dont ils font partie intégrante.

Art. 3 ¹ L'Etat élabore un plan de gestion de la réserve naturelle. Ce plan, qui définit les modalités de gestion, est déposé à l'Office de l'environnement.

² Il est adapté chaque fois que les circonstances l'exigent.

CHAPITRE II: Réserve naturelle de Plain de Saigne

SECTION 1: Buts de la mise sous protection

Art. 4 La mise sous protection poursuit les buts suivants:

- a) protéger les biotopes marécageux (haut-marais, bas-marais) et leurs zones-tampon;
- b) conserver et améliorer la qualité et la diversité des biotopes marécageux et de leurs zones-tampon;
- c) faciliter la régénération des biotopes marécageux détériorés, dans les cas où cela s'avère nécessaire;
- d) pérenniser les communautés végétales et animales caractéristiques des biotopes marécageux;
- e) conserver les autres biotopes méritant protection, notamment le site de reproduction de batraciens d'importance nationale portant la référence IBN JU5101;
- f) conserver les éléments et structures caractéristiques du paysage lui conférant sa beauté particulière.

SECTION 2: Mesures de protection

Art. 5 Tous les actes contraires à la protection de la réserve naturelle sont interdits. En particulier, il est interdit:

- a) d'ériger des constructions et des installations, sous réserve de celles servant à assurer la protection de la réserve;
- b) de développer la desserte et de revêtir en dur les chemins existants;
- c) de modifier le terrain naturel par remblayage, excavation et extraction de matériaux et d'utiliser un girobroyeur;
- d) de détériorer la qualité des eaux ou de modifier le régime des eaux par drainage ou irrigation;
- e) de rénover ou d'entretenir les drainages existants;
- f) de déposer ou d'abandonner des matériaux ou déchets de tous genres;
- g) de circuler avec des véhicules à moteur en dehors des routes servant à la circulation publique et de les parquer en dehors des places prévues à cet effet;
- h) de pratiquer le vélo, la trottinette, l'équitation en dehors des chemins et des pistes. L'accès à la digue de l'étang principal par ces moyens est proscrit;
- i) de pratiquer le ski de fond et la raquette à neige en dehors des chemins et des pistes;
- j) de causer des dégâts durables liés au piétinement dans la zone A, dans laquelle il est recommandé de rester sur les chemins;
- k) de camper sous toutes ses formes, de dresser des tentes ou d'autres abris;
- l) d'allumer des feux et d'utiliser des réchauds, sous réserves des conditions suivantes:
 1. pour les feux: être hors sol et situés sur la place en chaïlle à proximité de la digue de l'étang principal;
 2. pour les réchauds: être utilisés sur la place en chaïlle à proximité de la digue de l'étang principal ou sur les tables présentes sur celle-ci;
- m) de se servir d'embarcations, telles que bateaux, radeaux, matelas pneumatiques, paddles, bouées;
- n) de se baigner et de patiner sur les plans d'eau;
- o) de faire du bruit au moyen d'appareils ou d'instruments permettant de produire ou de diffuser des sons ou de la musique;
- p) d'utiliser des appareils téléguidés, notamment des modèles réduits d'aéronefs (avions, drones, etc.) ou de bateaux, sous réserve d'une autorisation exceptionnelle délivrée par l'Office de l'environnement;
- q) de pratiquer la pêche sur les étangs autres que le principal, à l'exclusion toutefois de la partie ouest de celui-ci (queue de l'étang);
- r) de perturber, nourrir, capturer, blesser ou tuer des animaux et de porter atteinte à leur habitat;
- s) d'introduire des animaux et des plantes;
- t) de laisser les chiens se déplacer librement; ceux-ci doivent être tenus en laisse;
- u) de cueillir, déterrer ou d'endommager des plantes ou de la mousse et de récolter des baies;
- v) de cueillir des champignons ou des lichens;
- w) de prélever de la tourbe;
- x) d'organiser des événements ou des activités à caractère sportif ou commercial; les événements à caractère culturel ou voués à l'éducation à l'environnement sont soumis à l'autorisation de l'Office de l'environnement.

Art. 6 L'exploitation agricole doit être adaptée aux buts visés par la protection des milieux. A cet effet, elle est limitée des manières suivantes:

- a) dans la zone A: l'exploitation agricole est interdite, sous réserve d'une convention passée avec l'Office de l'environnement;
- b) dans la zone B:
 1. le labour, l'épandage d'engrais et l'utilisation de produits phytosanitaires sont interdits, sous réserve

d'une convention contraire passée avec l'Office de l'environnement;

2. la charge en bétail doit être adaptée au potentiel fourrager local et au maintien de la végétation caractéristique.

Art. 7 La gestion forestière doit être adaptée aux buts visés par la protection et orientée vers la valorisation des biotopes marécageux. A cet effet, les prescriptions suivantes sont applicables:

- a) les surfaces marécageuses ouvertes ne doivent pas être envahies par le boisement; les boisements récents sont éclaircis au profit de la végétation marécageuse;
- b) aucune plantation ne doit être réalisée, hormis celles planifiées pour le maintien du pâturage boisé;
- c) en cas de travaux forestiers, les travaux de débarquages doivent être entrepris de manière à préserver le sol et les biotopes et le bois doit être entreposé à l'extérieur du périmètre de la réserve naturelle;
- d) dans la zone B, l'exploitation traditionnelle extensive des pâturages boisés doit être maintenue afin de garantir une structure de répartition des arbres équilibrée;
- e) les peuplements forestiers dont l'exploitation à vocation de production de bois est exclue sont classés comme «réserve forestière». Les propriétaires sont indemnisés conformément à la législation forestière.

Art. 8 Les éléments historico-culturels, tels que les étangs endigués, les vestiges du Moulin du Plain de Saigne, les creuses et murs témoignant de l'exploitation de la tourbe – pour autant que ces éléments n'entravent pas la régénération des marais – ainsi que les murs en pierres sèches sont conservés.

SECTION 3: Dispositions particulières

Art. 9 Les activités et dispositions légales suivantes sont réservées:

- a) les mesures et travaux d'entretien entrepris conformément aux buts de la mise sous protection ainsi qu'au plan de gestion et autorisés par l'Office de l'environnement;
- b) l'utilisation et l'entretien des constructions et des installations licites existantes sans changement d'affectation;
- c) la circulation liée à la gestion forestière, agricole, piscicole, des milieux naturels et à l'entretien de l'infrastructure ferroviaire;
- d) les mesures forestières exceptionnelles requises en cas de problème sanitaire;
- e) la législation concernant la chasse, la pêche, la forêt ainsi que la protection du patrimoine archéologique et paléontologique.

Art. 10 La gestion, la surveillance et la signalisation de la réserve sont réglées par l'Office de l'environnement.

CHAPITRE IV: Dispositions finales

Art. 11 Dans des cas dûment justifiés, l'Office de l'environnement peut octroyer des dérogations aux dispositions de protection.

Art. 12 Les restrictions découlant du présent arrêté sont mentionnées sur les feuillets du registre foncier indiqués à l'article premier.

Art. 13 La démolition des installations et des constructions réalisées après le 1^{er} juin 1983, ainsi que la remise en état d'origine des terrains modifiés après cette date dans le périmètre de la réserve naturelle tel que délimité à l'article premier qui sont contraires aux buts visés par la protection et qui n'ont pas été autorisés avec force jugée sur la base des zones d'affectation conformes à la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire fait l'objet de procédures séparées.

Art. 14 Les contrevenants au présent arrêté sont passibles de la peine figurant à l'article 70 de la loi sur la protection de la nature et du paysage⁷⁾.

Art. 15 En cas d'atteinte illicite aux prescriptions du présent arrêté, l'Office de l'environnement ordonne le rétablissement de l'état conforme dans un délai convenable. En cas de non-exécution dans le délai fixé, l'Office de l'environnement est autorisé à faire exécuter les mesures nécessaires aux frais du contrevenant.

Art. 16 L'arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat est abrogé.

Art. 17 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Delémont, le 8 octobre 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

L'arrêté et les plans y relatifs peuvent être consultés à l'Office de l'environnement à Saint-Ursanne et sont accessibles en format électronique à l'adresse internet suivante: www.jura.ch/protection-marais

- 1) RS 451
- 2) RS 451.32
- 3) RS 451.33
- 4) RS 451.34
- 5) RS 748.941
- 6) RSJU 921.11
- 7) RSJU 451
- 8) RSJU 451.11
- 9) RSJU 211.1
- 10) RSJU 311

Office de l'environnement

**Arrêté de mise sous protection
des biotopes et sites marécageux:
Arrêté relatif à la réserve naturelle
de la tourbière de La Chaux-des-Breuleux
et à la zone de protection paysagère
adjacente – Dépôt public**

Un premier dépôt public a eu lieu durant l'été 2021. Suite à plusieurs modifications et conformément à l'article 16 de la Loi cantonale pour la protection de la nature et du paysage du 16 juin 2010, l'Office de l'environnement dépose à nouveau publiquement pendant 30 jours, soit du 8 novembre au 9 décembre 2024 inclusivement, en vue de son adoption par le Gouvernement jurassien, l'arrêté de mise sous protection du biotope et du site marécageux suivant:

- Arrêté relatif à la réserve naturelle de la tourbière de La Chaux-des-Breuleux et à la zone de protection paysagère adjacente (Commune des Breuleux et Saignelégier).

Cet arrêté et les plans y relatifs peuvent être consultés au Secrétariat communal des communes concernées, à l'Office de l'environnement et sur l'adresse internet suivante: www.jura.ch/protection-marais.

Les éventuelles oppositions, faites par écrit et dûment motivées, sont à adresser à l'Office de l'environnement, Chemin du Bel Oiseau 12, 2882 Saint-Ursanne, **jusqu'au 9 décembre 2024** inclusivement.

Saint-Ursanne le 31 octobre 2024.

La cheffe de l'Office de l'environnement: Mélanie Oriet.

Dernier délai pour la remise des publications:
jusqu'au lundi 12 heures

République et Canton du Jura

**Extrait du procès-verbal
de la séance du Gouvernement
du 22 octobre 2024**

Par arrêté, le Gouvernement a institué, jusqu'au 31 octobre 2026, un groupe de travail temporaire pour la gestion globale de l'utilisation des eaux chargé d'évaluer la priorisation et l'utilisation des eaux de surface et souterraines en lien avec le réchauffement climatique.

Il a notamment pour tâches d'aider à la mise en œuvre de certaines mesures du plan sectoriel des eaux (PsEaux 2030) et de préparer une révision de la loi sur la gestion des eaux.

Sont nommés membres du groupe de travail:

- M. Quentin Theiler, responsable du domaine installations et activités humaines à l'Office de l'environnement; M. Roland Girard, collaborateur scientifique à l'Office de l'environnement, en tant que suppléant;
- M. Thierry Bourquard, chimiste cantonal au Service de la consommation et des affaires vétérinaires; M. Gabriel Montavon, contrôleur cantonal des denrées alimentaires au Service de la consommation et des affaires vétérinaires, en tant que suppléant;
- M. Vincent Fringeli, chargé des améliorations foncières au Service de l'économie rurale; M. Jean-Paul Lachat, chef du Service de l'économie rurale, en tant que suppléant;
- M. Michel Saner, administrateur à la Section de la protection de la population et de la sécurité;
- M. Jean-Yves Gentil, secrétaire général de l'Association jurassienne des communes;
- M^{me} Stéphanie Vuilleumier, conseillère communale de la commune de Saignelégier;
- M^{me} Céline Grellier, conseillère communale de la commune de Haute-Sorne;
- M. Nicolas Eichenberger, conseiller communal de la commune de Boécourt;
- M^{me} Chantal Gerber, conseillère communale de la commune de Porrentruy;
- Le conseiller communal de la commune de Courrendlin en charge du service des eaux;
- M. Renato Moscardini, conseiller communal de la commune de Boncourt;
- M. Jacques Marchand, chef du réseau d'eau des Services industriels de la Ville de Delémont;
- M. Eric Schaller, président du Service des eaux du Val Terbi;
- M. Grégory Pressacco, responsable technique du Syndicat intercommunal du district de Porrentruy.

La présidence du groupe de travail est confiée à M. Quentin Theiler.

Le secrétariat du groupe de travail est assuré par l'Office de l'environnement.

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Certifié conforme.

Le chancelier d'Etat: Jean-Baptiste Maître.

Service de renseignements juridiques

Les personnes qui désirent consulter le Service de renseignements juridiques peuvent s'inscrire auprès de la **Recette et Administration de district**, contre paiement d'un émolument de 20 francs.

Les consultations ont lieu, en principe, **tous les lundis de 16 à 19 heures**, à l'étude de l'avocat de service désigné et durent environ 20 minutes.

Délégué aux affaires communales

**Revenu fiscal harmonisé (RH) et indice en % des ressources par habitant (IR)
des communes jurassiennes – Année 2025**

Communes des districts	Impôts communaux ordinaires	Quotité communale	Quotité générale	Population	Revenu fiscal harmonisé (RH)	Indice en % des ressources par habitant (IR)
Delémont	107 506 909	2,00	2,27	39 142	105 403 412	87,71
Franches-Montagnes	43 382 169	1,75	2,01	10 480	48 650 837	151,21
Porrentruy	75 060 446	2,05	2,35	23 975	71 895 275	97,68
Canton du Jura	225 949 524	1,96	2,24	73 597	225 949 524	100,00

Population exclus les permis F, N et S

District de Delémont	Impôts communaux ordinaires	Quotité communale	Quotité générale	Population	Revenu fiscal harmonisé (RH)	Indice en % des ressources par habitant (IR)
Boécourt	2 693 186	2,00	2,29	960	2 645 879	89,77
Bourrignon	620 835	2,25	2,88	261	542 160	67,66
Châtillon	899 869	1,95	2,35	490	906 731	60,27
Courchapoix	991 535	2,15	2,56	445	906 157	66,33
Courrendlin	8 733 381	2,25	2,61	3 618	7 626 645	68,66
Courroux	9 593 269	2,15	2,34	3 355	8 767 218	85,12
Courtételle	8 053 804	1,65	1,87	2 703	9 590 710	115,57
Delémont	38 365 068	1,90	2,14	12 439	39 674 918	103,89
Develier	3 951 094	1,95	2,21	364	3 981 222	95,07
Ederswiler	257 584	2,20	2,55	117	230 054	64,05
Haute-Sorne	17 897 802	2,10	2,39	7 281	16 746 115	74,92
Mervelier	1 238 895	2,25	2,61	535	1 081 896	65,87
Mettembert	232 094	2,20	2,56	112	207 288	60,28
Movelier	970 578	2,25	2,62	420	847 582	65,73
Pleigne	742 578	2,10	2,60	346	694 795	65,41
Rossemaison	2 089 201	2,05	2,30	728	2 002 442	89,59
Saulcy	554 988	2,20	2,77	273	495 672	59,14
Soyhières	1 329 885	2,15	2,41	431	1 215 372	91,85
Val Terbi	8 291 263	2,25	2,50	3 264	7 240 555	72,26
Total	107 506 909	2,00	2,27	39 142	105 403 412	87,71

Population exclus les permis F, N et S

District des Franches-Montagnes	Impôts communaux ordinaires	Quotité communale	Quotité générale	Population	Revenu fiscal harmonisé (RH)	Indice en % des ressources par habitant (IR)
Le Bémont	929 221	1,95	2,34	305	936 307	99,99
Les Bois	488 901	2,15	2,45	1 252	446 803	116,24
Les Breuleux	14 526 456	1,40	1,50	1 636	20 387 562	405,91
Les Enfers	307 299	2,05	2,51	149	294 538	64,39
Les Genevez	1 238 886	2,05	2,71	509	1 187 439	75,99
Lajoux	2 151 612	2,20	2,69	710	1 921 653	88,16
Montfaucon	1 536 315	2,20	2,63	560	1 372 117	79,81
Muriaux	1 675 884	1,60	1,83	508	2 058 058	131,96
Le Noirmont	7 405 213	1,70	1,91	1 925	8 558 986	144,82

Saignelégier	7943309	2,30	2,85	2562	6785897	86,27
Saint-Brais	453533	2,25	3,03	239	396059	53,98
Soubey	325430	2,25	3,22	125	284190	74,05
Total	43382169	1,75	2,01	10480	48650837	151,21

Population exclus les permis F, N et S

District de Porrentruy	Impôts communaux ordinaires	Quotité communale	Quotité générale	Population	Revenu fiscal harmonisé (RH)	Indice en % des ressources par habitant (IR)
Alle	5710690	2,25	2,65	1883	4987004	86,27
La Baroche	2436056	2,15	2,67	1131	2226294	64,12
Basse-Allaine	2813552	2,35	2,82	1200	2352452	63,85
Basse-Vendline	1540787	2,13	2,61	767	1419934	60,30
Boncourt	8628712	1,55	1,64	1167	10938252	305,30
Bure	2098422	2,25	2,60	631	1832500	94,59
Clos du Doubs	2767880	2,15	2,65	1291	2529545	63,82
Coeuve	1834306	2,35	2,71	721	1533690	69,29
Cornol	2689533	2,05	2,36	1057	2577844	79,44
Courchavon	1004819	1,90	2,13	313	1039125	108,14
Courgenay	6391895	2,05	2,43	2415	6126458	82,63
Courtedoux	2493746	2,20	2,48	774	2227220	93,73
Damphreux-Lugnez	788979	2,15	2,49	362	721042	64,88
Fahy	833934	2,30	2,73	332	712422	69,90
Fontenais	5077986	2,35	2,62	1639	4245778	84,38
Grandfontaine	792431	2,25	2,96	380	692010	59,32
Haute-Ajoie	3177497	2,15	2,51	1057	2903891	89,49
Porrentruy	22504686	2,05	2,30	6309	21570130	111,36
Vendlincourt	1474535	2,30	2,70	546	1259682	75,15
Total	75060446	2,05	2,35	23975	71895275	97,68

Population exclus les permis F, N et S

En vertu des dispositions des articles 94 et suivants du Code de procédure administrative du 30 novembre 1978, les tableaux ci-dessus sont sujets à opposition. L'opposition éventuelle sera adressée, par écrit, au Délégué aux affaires communales dans les trente jours à compter de la présente publication. L'opposition sera motivée et comportera les éventuelles offres de preuve.

Delémont, le 29 octobre 2024.

Le Délégué aux affaires communales: Christophe Riat.
Le Contrôleur d'institutions: Julien Buchwalder.

Service des infrastructures

Restriction de circulation

Route cantonale N° 246.1

Commune: Damphreux-Lugnez

Vu les dispositions légales fédérales et cantonales, le Service des infrastructures informe les usagers que la route sous-mentionnée sera fermée temporairement à tout trafic, comme précisé ci-après:

Motif(s): Marche gourmande de Saint-Martin
Tronçon: Route de Beurnevésin
Durée: Samedi 16 novembre 2024 de 15h00 à 4h00 du matin
Dimanche 17 novembre 2024 de 15h00 à 0h00

Particularités: Néant

Renseignements: M. Jean-Marie Gurba, chef de région Ajoie (Tél. 032 420 60 05)

La signalisation de déviation réglementaire sera mise en place.

Par avance, nous remercions la population et les usagers de leur compréhension pour ces perturbations du trafic. Nous les prions de bien vouloir se conformer strictement à la signalisation routière temporaire mise en place ainsi qu'aux indications du personnel de la manifestation, affecté à la sécurité du trafic.

Delémont, le 1^{er} octobre 2024.

Le chef du Service des infrastructures:
Yves-Alain Fleury.

Publications des autorités communales et bourgeoises

Cœuve

Entrée en vigueur du règlement relatif aux redevances sur la consommation d'électricité

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Cœuve le 18 septembre 2024, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 24 octobre 2024.

Réuni en séance du 29 octobre 2024, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Cœuve, le 31 octobre 2024.

Conseil communal.

Cornol

Assemblée communale extraordinaire jeudi 21 novembre 2024, à 20 h 15, à la halle de gymnastique

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de l'assemblée communale du 16 mai 2024.
2. Discuter et voter un crédit d'étude de CHF 160 000.00 TTC en vue de l'agrandissement de l'école primaire, sous déduction de subventions et de dons éventuels à recevoir. Donner compétence au Conseil communal pour contracter un emprunt et le consolider.
3. Discuter et voter un crédit de CHF 225 000.00 TTC destiné à la réfection de la place de jeux de l'école primaire, sous déduction de subventions et de dons éventuels à recevoir. Donner compétence au Conseil communal pour contracter un emprunt et le consolider.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est consultable sur le site internet www.cornol.ch ou à l'Administration communale. Les demandes de compléments ou de rectifications peuvent être adressées, par écrit, au Secrétariat communal, au plus tard jusqu'à la veille de l'assemblée ou être faites verbalement lors de celle-ci. L'assemblée se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture.

Cornol, le 4 novembre 2024.

Conseil communal.

Grandfontaine

Approbation de la mensuration officielle

La section du cadastre et de la géoinformation du Service du développement territorial a approuvé, par décision du 24 octobre 2024, la mensuration officielle de Grandfontaine, lot 1. Les plans peuvent être consultés auprès du géomètre-conservateur et sur le géoportail cantonal.

Grandfontaine, le 4 novembre 2024.

Conseil communal.

Haute-Sorne

Entrée en vigueur du règlement relatif au raccordement des installations de production d'énergie et à la reprise de l'énergie produite (RIPE)

Dans sa séance du 30 septembre 2024, le Conseil général de la Commune mixte de Haute-Sorne a adopté le

nouveau règlement relatif au raccordement des installations de production d'énergie et à la reprise de l'énergie produite (RIPE). Aucune opposition ne lui est parvenue durant le délai légal de recours.

Le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés à la Chancellerie communale.

Bassecourt, le 5 novembre 2024.

Au nom du Conseil communal

Le président: Eric Dobler.

Le chancelier: Alexis Schouller.

Muriaux

Assemblée ordinaire des ayants droit (entité du Peuchapatte)

lundi 2 décembre 2024, à 20 h 00, à l'école des Emibois

(propriétaires de terres agricoles cultivées sises sur le territoire de Muriaux, entité du Peuchapatte)

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Approbation du budget 2025 et des taxes liées aux pâturages.
3. Election d'un membre au sein de la commission des pâturages.
4. Informations de la commission.
5. Divers et imprévus.

La présente publication fait office de convocation pour les ayants droit éventuellement oubliés.

Muriaux, le 7 novembre 2024.

Au nom de la commission des pâturages du Peuchapatte.

Muriaux

Assemblée ordinaire des ayants droit (entité de Muriaux)

**mercredi 4 décembre 2024, à 20 h 00,
à l'école des Emibois**

(propriétaires de terres agricoles cultivées sises sur le territoire de Muriaux, entité de Muriaux)

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Approbation du budget 2025 et les taxes liées aux pâturages.
3. Informations de la commission.
4. Divers et imprévus.

La présente publication fait office de convocation pour les ayants droit éventuellement oubliés.

Muriaux, le 7 novembre 2024.

Au nom de la commission des pâturages de Muriaux.

Soubey

Entrée en vigueur de la modification du règlement concernant la gestion du réseau des chemins ruraux

La modification du règlement communal susmentionné, adoptée par l'assemblée communale de Soubey le 24 novembre 2023, a été approuvée par le Délégué aux affaires communales le 25 septembre 2024.

Réuni en séance du 29 octobre 2024, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

La modification ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultées au Secrétariat communal.

Soubey, le 30 octobre 2024.

Conseil communal.

Publications des autorités administratives ecclésiastiques

Courchavon

**Assemblée de la commune ecclésiastique
mardi 26 novembre 2024, à 20h 00, à l'église**

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Budget 2025 et quotité d'impôt (10,5%).
3. Parole à l'Equipe pastorale.
4. Nomination d'un-e président-e et d'un-e conseiller-ère de la commune ecclésiastique et d'un-e vice-président-e des assemblées.
5. Divers.

Courchavon, le 29 octobre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Les Genevez

**Assemblée de la commune ecclésiastique
catholique-romaine, lundi 25 novembre 2024,
à 20h 15, à la salle de la paroisse à la cure**

Ordre du jour:

1. Salutations et bienvenue.
2. Parole à l'Equipe pastorale.
3. Procès-verbal de la dernière assemblée.
4. Discuter et approuver le budget 2025.
5. Divers et imprévus.

Les Genevez, le 30 octobre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Montfaucon – Les Enfers

**Assemblée de la commune ecclésiastique
mardi 19 novembre 2024, à 20h 00,
à la salle paroissiale N° 3**

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du dernier procès-verbal.
2. Budget et quotité d'impôt 2025.
3. Divers et imprévus.

Montfaucon-Les Enfers, le 30 octobre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Avis de construction

Alle

Requérants: Michel Petignat, Coinat d'Essertiau 23, 2942 Alle; Madeleine Petignat, Coinat d'Essertiau 23, 2942 Alle. Auteur du projet: Planibat sàrl, Coinat d'Essertiau 10, 2942 Alle.

Description de l'ouvrage: Construction d'un couvert à voiture et d'une terrasse; démolition d'un balcon.

Cadastre: Alle. Parcelle N° 521, sise au Chemin Central 9, 2942 Alle. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone centre, CAb.

Dérogation requise: Article 2.5.1 RCC (distance à la voie publique).

Dimensions: Longueur 5m00, largeur 4m50, hauteur 3m48, hauteur totale 3m48.

Genre de construction: Matériaux façades: barrière teinte grise.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune d'Alle, Place de la Gare 1, 2942 Alle, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Alle, le 31 octobre 2024.

Conseil communal.

Le Bémont

Complément à la publication parue dans le Journal officiel N° 29 du jeudi 22 août 2024.

Requérante: Commune du Bémont, Les Cufattes 85b, 2360 Le Bémont. Auteur du projet: Studio Kalk, Grand-Rue 21, 2345 Les Breuleux.

Description de l'ouvrage: Rénovation et assainissement de l'école du Bémont, remplacement du chauffage, construction d'un couvert, aménagement d'une administration communale.

Cadastre: Le Bémont. Parcelle N° 170, sise à la rue Au Village 28, 2360 Le Bémont. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone centre.

Dérogation requise: Dérogation à l'installation d'un ascenseur ou d'une plateforme élévatrice selon LHand chiffre 3.7 de la norme SIA 500 (3.1.2 SIA 500).

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune du Bémont, Les Cufattes 85b, 2360 Le Bémont, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Le Bémont, le 30 octobre 2024.

Conseil communal.

Châtillon

Republication de l'avis paru dans le Journal officiel N° 21 du jeudi 6 juin 2024 suite à la modification des dimensions du garage nécessitant une demande de dérogation.

Requérants: François et Sandrine Voisard, Les Places 3, 2843 Châtillon. Auteur du projet: Villatype SA, Le Champat 2, 2744 Belprahon.

Description de l'ouvrage: Construction d'une maison familiale avec garage pour véhicules et réduit; pose d'une

pergola, installation d'une pompe à chaleur air/eau posée à l'extérieur et pose de panneaux solaires en toiture; aménagement d'un accès et d'une place en pavés filtrants.

Cadastre: Châtillon. Parcelle N° 171, sise à la rue Les Œuchattes, 2843 Châtillon. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HA.

Dérogation requise: Article 69 al. 2 Loi sur la construction et l'entretien des routes LCER.

Dimensions: Longueur 18m85, largeur 15m40, hauteur 6m29, hauteur totale 7m62.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi, blanc cassé; toiture: tuiles béton, gris.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Châtillon, Route de Courrendlin 3, 2843 Châtillon, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Châtillon, le 4 novembre 2024.

Conseil communal.

Cœuve

Requérant et auteur du projet: Edouard Roth, Champ de Cœudre 120, 2932 Cœuve.

Description de l'ouvrage: Rénovation du bâtiment N° 35: rénovation intérieure maison et grange, remplacement de fenêtres et du système de chauffage par la pose d'une chaudière combinée bûches/pellets, pose de panneaux solaires thermiques, réfection de la toiture.

Cadastre: Cœuve. Parcelle N° 188, sise à la rue Milieu du Village 35, 2932 Cœuve. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone Centre CAa.

Dimensions principales: Existantes.

Genre de construction: Matériaux: bois, tuiles terre cuite.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Cœuve (Rue Lambert 18, 2932 Cœuve), où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024 à Commune de Cœuve, Milieu du Village 45, 2932 Cœuve.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Cœuve, le 31 octobre 2024.

Conseil communal.

Cornol

Requérant et auteur du projet: Arches 2000 SA, Route de la Mandchourie 23, 2800 Delémont.

Description de l'ouvrage: Construction d'un nouvel immeuble de deux étages comprenant quatre appartements et d'un sous-sol avec caves et locaux techniques. Aménagement de terrasses/balcons couvert-e-s avec boxes, installation d'une pompe à chaleur air/eau posée à l'extérieur,

pose de panneaux solaires photovoltaïques en toiture, construction d'un garage fermé pour quatre véhicules lié à l'immeuble par un couvert, construction d'un mur de soutènement au nord de la parcelle, aménagement d'une place en macadam et aménagement de quatre places de stationnement.

Cadastre: Cornol. Parcelle N° 1957, sise à la Route de la Baroche, 2952 Cornol. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HA.

Dérogations requises: Articles 87 et 46 du RCC, article 16 de l'OCAT (article 87 a) 3. RCC / longueur du bâtiment), article 46 RCC / topographie du terrain, article 84 RCC et 16-19 OCAT / stationnement).

Dimensions: Longueur 36m51, largeur 15m67, hauteur 6m98, hauteur totale 6m98.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi beige; toiture: toiture plate, ferblanterie inox.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Cornol, Route des Rangiers 5, 2952 Cornol, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Cornol, le 4 novembre 2024.

Conseil communal.

Courgenay

Requérant: Pierre Gerber, Chemin du Monterri 4, 2952 Cornol. Auteur du projet: Althaus Hervé Sàrl, Vie de Grandgourt 26, 2925 Buix.

Description de l'ouvrage: 1. Transformation et changement d'affectation d'une partie du bâtiment N° 10 pour l'aménagement d'un nouveau local de chauffage. 2. Construction de nouveaux murs sur façade existante. 3. Installation d'une chaudière à bois avec nouveau canal de fumée extérieur. 4. Aménagement d'une nouvelle fenêtre et d'une amenée d'air en façade.

Cadastre: Courgenay. Parcelle N° 1197, sise au lieu-dit Le Pablemont, Pablemont 10, 2950 Courgenay. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir.

Dimensions: 3. Canal de fumée: hauteur 2m00, diamètre 25 cm 4. Fenêtre: longueur 1m50, largeur 0m80; amenée d'air: longueur 0m40, largeur 0m40.

Genre de construction: Matériaux: 2. Mur en aggro. 3. Canal de fumée: inox.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Courgenay, Rue Pierre-Péquignat 4, 2950 Courgenay, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Courgenay, le 8 novembre 2024.

Conseil communal.

Delémont

Requérant et auteur du projet: Fabien Bouduban, Le Trondai 54, 2762 Roches.

Description de l'ouvrage: Réfection de la toiture comprenant le renforcement de l'isolation thermique (rehaussement du toit de 16 cm), remplacement de 5 fenêtres de toit, pose de 2 nouvelles fenêtres de toit et remplacement des tuiles par des nouvelles (couleur rouge, identique à l'existant).

Cadastre: Delémont. Parcelle N° 3147, sise à la Rue du Colonel-Buchwalder 30, 2800 Delémont. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HAa.

Dimensions: Bâtiment existant.

Genre de construction: Façades: existantes, inchangées; toiture: tuiles, teinte rouge.

Dépôt public de la demande avec plans au Secrétariat de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Delémont, le 7 novembre 2024.

Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics.

Les Genevez

Requérant et auteur du projet: Johann Menz, Hofstattweg 5, 4524 Günsberg.

Description de l'ouvrage: Remplacement du système de chauffage au mazout existant par une pompe à chaleur géothermique. A cet effet, 6 forages de 200 mètres chacun seront forés.

Cadastre: Les Genevez. Parcelle N° 1548, sise à la rue Les Clos-Dedos, 2714 Les Genevez. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HA et MA.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune des Genevez, La Sagne-au-Droz 20, 2714 Les Genevez, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Les Genevez, le 30 octobre 2024.

Conseil communal.

Movelier

Rectificatif de l'avis paru dans le Journal officiel N° 39 du jeudi 31 octobre 2024: l'ouvrage concerne le bâtiment N° 14 et non le 16. Le délai reste inchangé.

Requérants: Anthony et Savanah Cuna, Chemin de Bavelier 9, 2812 Movelier. Auteur du projet: Arches 2000 SA, Route de la Mandchourie 23, 2800 Delémont.

Description de l'ouvrage: Transformation et changement d'affectation d'une partie du **bâtiment N° 14** pour l'aménagement d'un nouvel appartement dans la grange.

Cadastre: Movelier. Parcelle N° 149, sise à la Route de France, 2812 Movelier. Affectation de la zone: En zone à bâtir, CAa, zone verger.

Movelier, le 4 novembre 2024.

Conseil communal.

Saignelégier

Requérante: CPJU, Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, Rue Auguste-Cuenin 2, 2900 Porrentruy. Auteur du projet: Arches 2000 SA, Route de la Mandchourie 23, 2800 Delémont.

Description de l'ouvrage: Transformation et changement d'affectation d'une partie du bâtiment N° 2 pour l'aménagement de locaux administratifs à la place de la crèche.

Cadastre: Saignelégier. Parcelle N° 23, sise à la Rue de la Gare 2, 2350 Saignelégier. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone centre, CAa.

Dérogations requises: Articles 16-19 OCAT (stationnement), article 50 alinéa 1 RCC.

Dimensions: Inchangées.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Saignelégier, Rue de la Gare 18, 2350 Saignelégier, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 9 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Saignelégier, le 30 octobre 2024.

Conseil communal.

Mises au concours

JURA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



A la suite du départ de la titulaire, le Service de la formation postobligatoire (SFP) met au concours le poste de

Responsable RH à 80%

Mission: Vous êtes chargé-e de piloter le processus des ressources humaines du SFP et de ses divisions. Vous élaborerez le budget des EPT, en veillant à son respect et à son suivi. Vous analysez et déterminez également les classifications salariales des enseignants et remplaçants. Vous garantisiez l'application des meilleures pratiques RH et intervenez en cas de conflits. Vous mettez en place, supervisez et suivez les tableaux de bord relatifs aux diverses rétributions et à la masse salariale. Vous veillez au respect des bases légales en matière de ressources humaines et à l'harmonisation des pratiques au sein des divisions. De plus, en collaboration avec le comptable du service, vous réalisez des analyses financières et élaborerez des simulations et des estimations d'impact financier

pour soutenir la prise de décisions. Vous avez également la charge de piloter et/ou de participer à des projets RH.

Profil: Au bénéfice d'un titre HE ou universitaire niveau master ou d'une formation et expérience jugées équivalentes, ainsi que d'un DAS dans un domaine lié au poste, vous disposez d'une expérience professionnelle de 2 à 4 ans dans un poste similaire. Vous maîtrisez le traitement et l'analyse des données chiffrées et possédez d'excellentes compétences rédactionnelles et de synthèse. Organisé-e et capable de prioriser les tâches, vous démontrez également une grande empathie et d'excellentes aptitudes relationnelles. Par ailleurs, vous avez des compétences en gestion de projet et un fort sens des résultats.

Fonction de référence et classe de traitement:
Collaborateur-trice scientifique IIIa / Classe 19.

Entrée en fonction: 1^{er} février 2025.

Lieu de travail: Delémont.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M^{me} Françoise Do Linh Xuan, cheffe du Service de la formation postobligatoire, tél. 032 420 71 60, ou par courriel à francoise.dolinhxuan@jura.ch.

Intéressé-e? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 22 novembre 2024** et comporter la mention « Postulation Responsable RH ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

Divers

Syndicat de chemins Kohlberg-Raimeux

Assemblée générale

Mardi 26 novembre 2024, à 19h30, à la salle de gymnastique à Vermes

Ordre du jour:

1. Ouverture de l'assemblée par le président.
2. Désignation d'un scrutateur.
3. Procès-verbal de la dernière assemblée générale.
4. Présentation des comptes 2023 et du rapport de vérification des comptes.
5. Présentation du budget 2025.
6. Information sur le chantier du Château de Raymontpierre.
7. Information concernant les aménagements envisagés pour améliorer la sécurité sur le chemin.
8. Divers.

Le syndicat.

Syndicat d'épuration des eaux usées de Porrentruy et environs (SEPE)

Assemblée des délégués

Mercredi 27 novembre 2024, à 18h30, à la « Grange », Rue du Collège 31A, à Courtedoux

Ordre du jour:

1. Accueil.
2. Procès-verbal N° 34 du 5 juin 2024 à Alle.
3. Rapport du président de la commission.
4. Modification du règlement relatif au statut du personnel de la STEP de Porrentruy:
 - a) Annexe I – Liste des fonctions;
 - b) Article 88 – Dispositions transitoires.
5. Validation d'un EPT supplémentaire à la STEP.
6. Prendre connaissance et approuver le budget 2025.
7. Divers.

Le syndicat.

Syndicat de gestion des déchets de Delémont et environs (SEOD)

Assemblée ordinaire des délégué-e-s

Jeudi 28 novembre 2024, à 18h30, à la salle polyvalente de l'Ecole Bellevie à Courroux

Ordre du jour:

1. Communications, acceptation de l'ordre du jour et nomination des scrutateurs.
2. Procès-verbal de l'assemblée des délégué-e-s du 20 juin 2024.
3. Boucllement ou état de situation des dépenses liées aux crédits d'engagement et aux crédits-cadre des grands projets SEOD:
 - a) Prendre connaissance du décompte du crédit-cadre des travaux d'extension de la décharge (étape 1) et accepter le boucllement;
 - b) Prendre connaissance du boucllement des dépenses de l'achèvement du casier de type D (étape 2) et voter le dépassement de CHF 157 314.10 TTC;
 - c) Prendre connaissance du décompte du crédit d'engagement de l'implantation des conteneurs semi-enterrés et accepter le boucllement;
 - d) Prendre connaissance du décompte du crédit d'engagement des travaux d'agrandissement et de rénovation du centre des déchets carnés et accepter le boucllement;
 - e) Prendre connaissance de la situation des dépenses du crédit-cadre du centre de collecte et de valorisation (CCV).
4. Présentation et acceptation du budget de fonctionnement et d'investissement 2025 du SEOD avec les taxes.
5. Informations sur la mise en œuvre du projet de gestion régionale des déchets valorisables.
6. Informations sur les travaux en cours à la décharge de Boécourt.
7. Information sur le projet de capture CO2.
8. Divers et imprévus.

Le comité du SEOD.